

dimanche, 21 septembre 2014 01:43

Gaza et la menace d'une guerre mondiale, par John Pilger

IRIB- Pour bien des gens, ce moment de vérité est arrivé. Ils en ont, finalement, pris conscience. Ceux à qui on a imposé le silence ne peuvent plus détourner les yeux. Ce que leur montrent leur télé, leur portable et leur téléphone est la preuve de la barbarie de l'État d'Israël, de l'immense force destructrice de son mentor et fournisseur, les États-Unis, de la lâcheté des gouvernements, en Europe, et de la collusion d'autres gouvernements, dont ceux du Canada et de l'Australie, avec ce crime aux proportions effrayantes.



L'attaque contre Gaza, c'est une attaque contre nous tous. Le siège de Gaza, c'est un siège que nous subissons tous. Le déni de justice dont sont victimes les Palestiniens est un symptôme du siège que subit la majeure partie de l'humanité et un avertissement de la menace d'une nouvelle guerre mondiale qui s'affirme de jour en jour.

Quand Nelson Mandela a qualifié la lutte des Palestiniens de « plus grande question morale de notre temps », il parlait au nom de la véritable civilisation, par opposition à celle créée de toutes pièces par les empires. En Amérique latine, les gouvernements du Brésil, du Chili, du Venezuela, de la Bolivie, du Salvador, du Pérou et de l'Équateur ont pris position par rapport à Gaza. C'est qu'un silence de plomb avait déjà pesé sur chacun de ces pays après l'immunité accordée aux auteurs de meurtres collectifs par ce même parrain à Washington qui a répondu aux pleurs des enfants de Gaza en fournissant plus de munitions pour les tuer.

Contrairement à Netanyahou et ses tueurs, les fascistes à la solde de Washington en Amérique latine ne se sont jamais souciés de se faire ravalier la façade du point de vue moral. Ils se contentaient de commettre leurs meurtres et de jeter les corps dans les dépotoirs. Les sionistes visent le même but : déposséder et ultimement détruire une société dans son ensemble, une réalité que 225 survivants de l'holocauste et leurs descendants ont dénoncée en la comparant à la genèse du génocide.

Rien n'a changé depuis le tristement célèbre « Plan D » des sionistes en 1948, qui a permis le nettoyage ethnique de tout un peuple. Récemment, on pouvait lire sur le site Web du Times of Israel le titre « Quand le génocide est permis ». Il y a aussi le vice-président de la Knesset (le parlement israélien), Moshe Feiglin, qui a demandé l'adoption d'une politique d'expulsion de masse dans des camps de concentration. N'étant pas en reste, le député Ayelet Shaked, dont le parti collabore au gouvernement de coalition, en a appelé à l'extermination des mères palestiniennes pour les empêcher de donner naissance à ce qu'il appelle des « petits serpents ».

Des années durant, les reporters ont vu des soldats israéliens attirer des enfants palestiniens vers eux en les provoquant au moyen de haut-parleurs, pour ensuite les tuer par balle. Des années durant, les reporters savaient que des femmes sur le point d'accoucher en route vers l'hôpital et qu'on bloquait à des barrages routiers perdaient leur bébé, parfois même leur propre vie.

Des années durant, les reporters savaient que des médecins palestiniens et des équipes d'ambulanciers, après avoir obtenu du commandement israélien la permission de secourir les blessés et d'évacuer les morts, recevaient une balle en pleine tête une fois sur place.

Des années durant, les reporters savaient que des personnes mal en point se sont vu refuser

l'obtention de soins essentiels à leur survie ou qu'elles ont été tuées par balle en tentant de se rendre à une clinique pour recevoir un traitement de chimiothérapie. Une vieille femme marchant avec une canne a été abattue de cette manière, d'une balle dans le dos.

Lorsque j'ai énoncé ces faits à Dori Gold, conseiller principal auprès du premier ministre israélien, il a répondu ceci : « Malheureusement, dans tous les types de guerre, des civils sont tués accidentellement. Mais les cas que vous citez ne sont pas du terrorisme. On parle de terrorisme lorsque le réticule de l'arme d'un tireur embusqué est pointé délibérément sur un civil. »

J'ai répondu : « Mais c'est exactement ce qui s'est produit. »

« Non, qu'il m'a dit, ça ne s'est pas produit. »

Ce genre de mensonge ou d'aveuglement est infailliblement évoqué par les apologistes d'Israël. Comme l'ancien correspondant du New York Times Chris Hedges l'a indiqué, rapporter ce genre d'atrocité, c'est se mettre invariablement « entre deux feux ». Pendant tout le temps que j'ai travaillé au Moyen-Orient, une bonne partie, sinon la grande majorité des médias occidentaux, se rendaient complices de cet aveuglement.

Dans un de mes films, un caméraman palestinien, Imad Ghanem, gît sans défense pendant que des soldats de « l'armée la plus morale du monde » réduisent ses jambes en bouillie. L'atrocité n'a eu droit qu'à deux lignes sur le site Web de la BBC. Treize journalistes ont été tués par Israël lors de son plus récent carnage à Gaza. Tous étaient Palestiniens. Qui connaît leurs noms ?

Quelque chose a toutefois changé. Une révolte profonde secoue le monde entier et les ténors du libéralisme éclairé s'inquiètent. Leur discours affligé et spécieux répété en chœur évoquant « le partage des responsabilités » et « le droit d'Israël à se défendre » sonne creux, tout comme les accusations d'antisémitisme. C'est pareil pour leurs lamentations sélectives appelant à « faire quelque chose » contre les fanatiques islamiques, mais rien à l'endroit des fanatiques sionistes.

Un de ces ténors est l'écrivain Ian McEwan, que The Guardian a élevé au rang de sage pendant que les enfants de Gaza se faisaient déchiqueter. C'est ce même Ian McEwan qui a fait fi des Palestiniens qui l'imploraient de ne pas accepter le prix Jérusalem (un prix littéraire) : « Si je n'allais que dans les pays que j'approuve, je resterais probablement toujours au lit », a-t-il répondu.

Si les morts de Gaza pouvaient parler, ils pourraient dire ceci : « Reste au lit grand écrivain, car ta simple présence adoucit le lit du racisme, de l'apartheid, du nettoyage ethnique et du meurtre, peu importe les paroles ambiguës que tu as prononcées en réclamant ton prix. »

Il faut comprendre le sophisme et le pouvoir de la propagande libérale pour mieux saisir pourquoi Israël persiste dans ses outrages, pourquoi le monde regarde sans rien faire, pourquoi aucune sanction n'est jamais imposée à Israël et pourquoi rien de moins qu'un boycottage total de tout ce qui est israélien est devenu une mesure de la plus élémentaire décence humaine.

L'incessante propagande dit que le Hamas s'est donné pour but la destruction d'Israël. Khaled Hroub, le grand érudit de l'Université de Cambridge, considéré comme l'autorité de référence mondiale sur le Hamas, dit que cette phrase n'a « jamais été employée ou adoptée par le Hamas, même dans ses affirmations les plus radicales ». La Charte de 1988 « anti-juive » si souvent évoquée provenait « d'un travail individuel et a été rendue publique sans que le Hamas ne l'ait adopté par consensus comme il se doit (...). L'auteur faisait partie de la vieille garde ». Considéré comme un embarras, le document n'a jamais été cité.

Le Hamas a offert à maintes reprises une trêve de dix ans à Israël et prône depuis longtemps une solution à deux États. Quand Medea Benjamin, l'intrépide activiste juive américaine, était à Gaza, elle était en possession d'une lettre des dirigeants du Hamas destinée au président qui indiquait clairement que le gouvernement de Gaza voulait la paix avec Israël. Cette lettre, on l'a ignorée. Je

sais personnellement que de nombreuses lettres du genre ont été envoyées de bonne foi, mais qu'elles ont été ignorées ou rejetées.

Le Hamas se distingue par un crime impardonnable qui n'est pratiquement jamais rapporté. C'est le seul gouvernement arabe à avoir été élu librement et démocratiquement par son peuple. Pire encore, il a maintenant formé un gouvernement d'union nationale avec l'Autorité palestinienne. La possibilité, pour les Palestiniens, de parler d'une seule voix ferme à l'Assemblée générale, au Conseil des droits de l'homme et à la Cour pénale internationale est la menace qui fait le plus peur.

Depuis 2002, un service de presse faisant œuvre de pionnier à l'Université de Glasgow publie des études remarquables sur les reportages et la propagande entourant le conflit israélo-palestinien. Le professeur Greg Philo et ses collègues ont été estomaqués de constater que les reportages télévisés aggravaient l'ignorance du public. Plus les gens regardaient les infos, moins ils en savaient.

Greg Philo dit que le problème n'est pas le « parti-pris » comme tel. Les reporters et les producteurs sont tout aussi touchés par la souffrance des Palestiniens. Mais la structure de pouvoir des médias, en tant que prolongement de l'État et de ses intérêts particuliers, est tellement puissante qu'elle entraîne la suppression systématique des faits essentiels et du contexte historique.

Incroyable, mais vrai, moins de neuf pour cent des jeunes téléspectateurs interviewés par l'équipe du professeur Philo savaient qu'Israël est une puissance occupante et que les colonies illégales sont juives, bon nombre croyant qu'elles sont palestiniennes. Le terme « territoires occupés » est à peine expliqué. Des mots comme « assassinat », « atrocité » et « meurtre de sang froid » ne sont utilisés que pour décrire la mort d'Israéliens.

Récemment, un reporter de la BBC, David Loyn, a été critique à l'endroit d'un autre journaliste britannique, Jon Snow, de Channel 4 News. M. Snow était tellement ébranlé par ce qu'il avait vu à Gaza qu'il a lancé un appel humanitaire sur YouTube. Ce que reprochait le reporter de la BBC, c'était le fait que son collègue avait brisé le protocole en exprimant son émotion sur YouTube.

« L'émotion, écrivait M. Loyn, c'est une soumission à la propagande et les nouvelles sont contre la propagande. » Était-il vraiment sérieux en écrivant cela ? En fait, M. Snow a lancé son appel en gardant son calme. Son crime était d'avoir bifurqué à l'extérieur des limites de la fausse impartialité. Il ne s'est pas censuré, ce qui est considéré comme une faute impardonnable.

En 1937, quand Adolf Hitler était au pouvoir, Geoffrey Dawson, éditeur du Times de Londres, a écrit ceci dans son journal : « Je passe mes soirées à enlever tout ce qui pourrait heurter les susceptibilités [allemandes] et à inclure des petites choses ayant pour but de les apaiser. »

Le 30 juillet, la BBC a présenté un cours magistral sur le principe de Dawson. Le correspondant diplomatique de Newsnight, Mark Urban, a donné cinq raisons pourquoi le Moyen-Orient est en plein bouleversement. Il n'a été aucunement mention du rôle historique et actuel du gouvernement britannique. L'envoi en Israël, par le gouvernement Cameron, d'armes et d'équipement militaire d'une valeur de 8 milliards de livres sterling a été évacué. La cargaison pleine d'armes britanniques à destination de l'Arabie saoudite a été évacuée. Le rôle de la Grande-Bretagne dans la destruction de la Libye a été évacué. Le soutien britannique à la tyrannie en place en Égypte a été évacué.

L'invasion de l'Irak et de l'Afghanistan par la Grande-Bretagne a été passée sous silence aussi.

Le seul témoin expert dans ce programme de la BBC était un certain Toby Dodge de la London School of Economics. Ce que les téléspectateurs auraient dû savoir, c'est que ce monsieur Dodge a déjà été conseiller spécial de David Petraeus, le général étatsunien en grande partie responsable des désastres en Irak et en Afghanistan. Mais cette information aussi a été évacuée.

En matière de guerre et paix, le miroir aux alouettes que sont l'impartialité et la crédibilité à la sauce BBC limite et contrôle davantage la discussion publique que la falsification des tabloïds. Comme

Greg Philo l'a indiqué, dans son commentaire touchant sur YouTube, Jon Snow ne faisait que se demander si l'agression israélienne contre Gaza était disproportionnée ou raisonnable. Ce dont on ne parle pas (et c'est presque toujours le cas), c'est la vérité essentielle qu'est l'occupation militaire la plus longue de l'ère moderne, une entreprise criminelle soutenue par les gouvernements occidentaux de Washington à Canberra, en passant par Londres.

Un autre mythe nous présente Israël comme un État « vulnérable » et « isolé » entouré d'ennemis, alors qu'en réalité il est entouré d'alliés stratégiques. L'Autorité palestinienne, qui est financée, armée et dirigée par les États-Unis, est de mèche avec Tel-Aviv depuis longtemps. Aux côtés de Netanyahou on retrouve les tyrannies en place en Égypte, en Jordanie, en Arabie saoudite, dans les Émirats arabes unis, au Bahraïn et au Qatar. D'ailleurs, si la Coupe du Monde se rend au Qatar, vous pouvez être certains que la sécurité sera confiée au Mossad.

La résistance, c'est l'humanité dans ce qu'il y a de plus brave et de plus noble. La résistance à Gaza se compare tout à fait au soulèvement des Juifs du ghetto de Varsovie en 1943, qui eux aussi avaient creusé des tunnels et déployé des tactiques de subterfuge et de surprise contre une machine de guerre ultra puissante. Le dernier des meneurs du soulèvement de Varsovie encore vivant, Marek Edelman, a d'ailleurs écrit une lettre de solidarité à la résistance palestinienne, la comparant à sa propre Organisation juive de combat, formée de combattants du ghetto. La lettre débutait comme suit : « À tous les chefs d'organisations palestiniennes militaires, paramilitaires ou de guérilla. À tous les soldats de groupes militaires palestiniens. »

Le Dr Mads Gilbert est un médecin norvégien reconnu pour son travail héroïque à Gaza. Le 8 août, le Dr Gilbert est retourné dans sa ville natale, Tromsø (en Norvège) qui, a-t-il souligné, a été occupée par les nazis pendant sept ans. Voici ce qu'il avait à dire : « Reportons-nous en 1945 et faisons comme si nous, les Norvégiens, n'avions pas gagné la lutte pour la libération et n'avions pas chassé l'occupant. Faisons comme si l'occupant était resté dans notre pays et qu'il se l'accaparait parcelle après parcelle, décennie après décennie, en nous interdisant l'accès aux meilleures terres, en prenant les poissons dans la mer et les lacs et en bombardant nos hôpitaux, nos ambulanciers, nos écoles et nos maisons.

« Aurions-nous abandonné et hissé le drapeau blanc ? Bien sûr que non ! C'est exactement ce qui se passe à Gaza. Ce n'est pas une bataille opposant le terrorisme à la démocratie. L'ennemi qu'Israël combat, ce n'est pas le Hamas. Israël livre une guerre contre la volonté de résistance du peuple palestinien. C'est la dignité du peuple palestinien qu'Israël se refuse d'accepter.

« En 1938, les nazis traitaient les Juifs de Untermenschen (sous-humains). Aujourd'hui, les Palestiniens sont traités aussi comme des sous-humains qu'on peut massacrer sans que personne exerçant le pouvoir ne réagisse.

« Je suis donc retourné en Norvège, un pays libre qui doit sa liberté à un mouvement de résistance, parce que les nations occupées ont le droit de résister, même avec des armes. C'est d'ailleurs écrit dans le droit international. La résistance du peuple palestinien à Gaza est admirable. C'est une lutte qui nous appelle tous autant que nous sommes. »

Il est toutefois dangereux de dire la vérité, de briser ce qu'Edward Saïd appelait « le dernier tabou ». Mon documentaire, *Palestine Is Still the Issue*, a été mis en nomination pour un Bafta (prix de l'Académie britannique des arts de la télévision et du cinéma) et a reçu des éloges de la Independent Television Commission pour son « intégrité journalistique » et le « soin et la minutie apportés à la recherche ». Pourtant, sa diffusion sur le réseau britannique ITV a provoqué une onde de choc dans les minutes qui ont suivi. Un déluge de courriels me décrivaient comme un « psychopathe démoniaque », un « colporteur de la haine et du mal » et un « antisémite de la pire espèce ». Ces messages étaient pour la plupart orchestrés par des sionistes aux États-Unis qui ne pouvaient avoir vu le film. Je recevais au moins une menace de mort par jour.

Quelque chose de semblable est arrivé au commentateur australien Mike Carlton le mois dernier.

Dans sa chronique habituelle publiée dans le Sydney Morning Herald, M. Carlton a écrit un article qu'on voit rarement au sujet d'Israël et des Palestiniens. Il identifiait les oppresseurs et les victimes. Il prenait soin de limiter son attaque à « un nouvel Israël brutal, dominé par la droite intransigeante du Likoud, le parti de Netanyahou ». Ceux qui avaient auparavant dirigé l'état sioniste, insinuait-il, appartenaient à une « fière tradition libérale ».

Le déluge de protestations n'a pas tardé. On l'a traité de « sac de merde nazi » et de « raciste haïssant les Juifs ». On l'a menacé à maintes reprises et a rétorqué par courriel en invitant ses attaquants à aller « se faire foutre ». Son journal lui a demandé de s'excuser. Devant son refus, on l'a suspendu, puis il a démissionné. D'après le directeur de la publication, Sean Aylmer, l'entreprise de presse « s'attend à un niveau beaucoup plus élevé de la part de ses chroniqueurs ».

Le « problème » que pose M. Carlton, avec son ton acerbe, bien souvent l'unique voix libérale dans un pays où Rupert Murdoch contrôle 70 pour cent de la presse dans la capitale (l'Australie est la principale muredocratie au monde), sera résolu deux fois plutôt qu'une. En effet, la commission australienne des droits de la personne va faire enquête sur les plaintes déposées contre M. Carlton en vertu de la loi sur la discrimination raciale, qui proscrie tout acte commis ou parole prononcée en public « raisonnablement susceptible (...) d'offenser, d'insulter, d'humilier une autre personne ou un groupe de personnes » en raison de leur race, de leur couleur, de leur nationalité ou de leur origine ethnique.

Contrairement à l'Australie, sécurisée et silencieuse, où les journalistes comme M. Carlton sont en voie d'extinction, le vrai journalisme est bel et bien vivant à Gaza. J'ai souvent des conversations téléphoniques avec Mohammed Omer, un jeune journaliste palestinien extraordinaire, à qui j'ai présenté, en 2008, le prix du journalisme Martha Gellhorn. Chaque fois que je lui ai parlé pendant l'assaut contre Gaza, je pouvais entendre le sifflement des drones et l'explosion des missiles. Il a mis fin à mon appel une fois pour aller s'occuper d'enfants dehors blottis les uns contre les autres qui attendaient leur transport au milieu des explosions. Quand je lui ai parlé le 30 juillet, un avion de chasse israélien venait de massacrer 19 enfants. Le 20 août, il décrivait comment les drones avaient « passé au crible » un village pour mieux tirer dessus sauvagement par la suite.

Chaque jour à l'aube, Mohammed allait voir des familles victimes des bombardements. Il consignait leurs récits, devant leur habitation réduite en ruines, et les prenait en photo. Il se rendait à l'hôpital, à la morgue, au cimetière. Il faisait la queue pendant des heures pour que sa propre famille ait du pain à manger. Tout cela en surveillant le ciel. Il envoyait deux, trois, quatre articles par jour. Ça, c'est du vrai journalisme.

« Ils essaient de nous anéantir, m'a-t-il dit. Mais plus ils nous bombardent, plus nous sommes forts. Ils ne gagneront jamais. »

Le crime odieux commis à Gaza nous ramène à quelque chose de plus grand encore qui nous menace tous.

Depuis 2001, les États-Unis et leurs alliés sont déchaînés et au moins 700 000 hommes, femmes et enfants irakiens en ont payé de leur vie. La montée des djihadistes, dans un pays où il n'y en avait pas, en est la conséquence directe. ***Le djihadisme moderne, d'abord Al-Qaïda, puis l'État islamique, est une créature des États-Unis et de la Grande-Bretagne, avec l'aide du Pakistan et de l'Arabie saoudite.*** Le but original était d'utiliser et de développer un fondamentalisme islamique rarement vu jusque-là dans le monde arabe, afin de déstabiliser les mouvements panarabes et les gouvernements séculaires. Dans les années 1980, c'est devenu une arme pour détruire l'Union soviétique en Afghanistan. La CIA appelait cela l'opération Cyclone ; tout un cyclone en effet, dont la fureur des éléments déchaînés s'est retournée contre ses créateurs. Les événements du 11 septembre et les attentats de Londres en juillet 2005 découlent de ce revirement, tout comme les tout récents meurtres horribles des journalistes étatsuniens James Foley et Steven Sotloff. Pendant plus d'un an, l'administration Obama a armé les tueurs de ces deux jeunes gens (qui faisaient alors partie

de l'État islamique en Irak et au Levant), afin de faire tomber le gouvernement séculaire en place à Damas.

Le principal « allié » de l'Occident dans cette pagaille impériale est un État médiéval où des décapitations sont ordonnées par la justice et effectuées systématiquement. Cet État, c'est l'Arabie saoudite. Lorsqu'un membre de la famille royale britannique est envoyé dans cet endroit barbare, vous pouvez parier votre dernier pétrodollar que le gouvernement britannique ne cherche qu'à vendre aux cheiks encore plus d'avions de combat, de missiles et de menottes. La plupart des pirates de l'air du 11 septembre provenaient de l'Arabie saoudite, qui finance les djihadistes en Syrie et en Irak.

Pourquoi devons-nous vivre dans un état de guerre perpétuelle ?

La première réponse qui vient à l'esprit implique les États-Unis, où un coup d'État secret non rapporté a eu lieu. Un groupe connu sous le nom de Projet pour un nouveau siècle américain, inspiré par Dick Cheney et d'autres, a pris le pouvoir pendant la présidence de George W. Bush. Les membres de cette secte extrémiste, qu'on a déjà traités de « fous » à Washington, croient que le commandement de la défense aérospatiale des États-Unis doit assurer une « domination tous azimuts ».

Sous les présidents Bush et Obama, une mentalité d'empereur du XIXe siècle s'est infiltrée dans tous les départements d'État. Le militarisme à l'état brut est à la hausse, la diplomatie est redondante. Les pays et les gouvernements sont jugés comme utiles ou non essentiels ; soit qu'on les soudoie, soit qu'on les menace, soit qu'on les « sanctionne ».

Le 31 juillet, le *National Defense Panel* à Washington a publié un document remarquable qui appelle les États-Unis à se préparer en vue de se lancer dans rien de moins que six guerres majeures simultanément. En tête de liste se trouvent la Russie et la Chine, deux puissances nucléaires.

Dans un sens, la guerre contre la Russie a déjà commencé. Pendant que le monde assistait avec horreur à l'attaque d'Israël contre Gaza, des atrocités similaires étaient commises dans l'est de l'Ukraine mais faisaient à peine les nouvelles. Au moment d'écrire ces lignes, deux villes ukrainiennes peuplées de Russophones, Donetsk et Lougansk, sont assiégées. Leur population ainsi que leurs hôpitaux et leurs écoles sont bombardés par un régime qui a pris le pouvoir à Kiev lors d'un putsch mené par des néo-nazis soutenus et financés par les États-Unis. Ce coup d'État est l'apothéose de ce que l'observateur de la politique russe Sergei Glaziev décrit comme « un conditionnement des nazis ukrainiens contre la Russie » depuis 20 ans. Une montée du fascisme est de nouveau observée partout en Europe et pas le moindre dirigeant européen la dénonce, peut-être parce qu'elle est devenue une réalité qu'on n'ose plus appeler par son nom.

Avec son passé fasciste en résurgence, l'Ukraine est devenue un parc thématique de la CIA, une colonie de l'Otan et du Fonds monétaire international. Le coup d'État fasciste à Kiev en février est l'œuvre de la secrétaire d'État adjointe des États-Unis, Victoria Nuland, dont le « budget consacré au coup d'État » s'élevait à 5 milliards de dollars. Sauf que les choses ne se sont pas passées comme prévu. Moscou a empêché la saisie de la base navale légitime de sa flotte de la mer Noire dans la russophone Crimée. Un référendum et l'annexion ont rapidement suivi. Dépeinte en Occident comme une « agression » du Kremlin, la réaction de Moscou a permis de déformer totalement la vérité et de camoufler les objectifs de Washington, à savoir creuser un fossé entre une Russie « paria » et ses principaux partenaires commerciaux en Europe et éventuellement briser la Fédération de Russie. Des missiles étatsuniens encerclent déjà la Russie. La militarisation des anciennes républiques soviétiques et de l'Europe de l'Est est la plus importante depuis la Seconde Guerre mondiale.

Pendant la guerre froide, ce genre de choses aurait pu provoquer un holocauste nucléaire. Le risque est de nouveau présent avec la désinformation hystérique anti-Russe allant crescendo aux États-Unis et en Europe. L'avion de ligne de la Malaysia Airlines abattu en juillet en est l'exemple parfait. Sans la moindre preuve, les États-Unis, leurs alliés de l'Otan et leurs rouleaux compresseurs médiatiques

en ont aussitôt imputé la responsabilité aux « séparatistes » en Ukraine et laissé entendre que la responsabilité ultime revenait à Moscou. Un éditorial du magazine *The Economist* a accusé Poutine de meurtre collectif. Le magazine *Der Spiegel* a mis les visages des victimes à la une en titrant en rouge « Stoppt Putin Jetzt! » (Stoppons Poutine maintenant !). Dans le *New York Times*, Timothy Garton Ash a étayé ses propos relatifs à la « doctrine meurtrière de Poutine » d'attaques personnelles à propos « d'un homme petit et trapu, au faciès de rat ».

The Guardian a joué un rôle important. Reconnu pour ses enquêtes, ce journal ne s'est pas vraiment donné la peine d'examiner qui avait abattu l'avion et pourquoi, malgré l'abondance de documents provenant de sources crédibles qui démontraient que Moscou était aussi abasourdi que le reste du monde, et que l'avion aurait aussi bien pu être abattu par le régime en place en Ukraine.

La Maison-Blanche ne pouvant fournir de preuve vérifiable (malgré tout ce que ses satellites ont pu capter), le correspondant du Guardian à Moscou, Shaun Walker, a colmaté la brèche. « Mon audience avec le démon de Donetsk » était le grand titre à la une d'une interview à chaud du journaliste avec un certain Igor Bezler. « Avec sa moustache de morse, son tempérament bouillant et sa réputation d'homme brutal, écrivait-il, Igor Bezler est le plus craint de tous les dirigeants rebelles de l'est de l'Ukraine (...), surnommé le démon (...). Si l'on en croit le Service de sécurité d'Ukraine, c'est le démon et un groupe formé de ses hommes qui portent la responsabilité d'avoir abattu le vol MH17 de la Malaysia Airlines (...). Outre le vol MH17, les rebelles auraient aussi abattu 10 appareils ukrainiens. » Le journalisme du démon peut se passer de toute autre preuve.

Le journalisme du démon transforme une junte infestée de fascistes ayant pris le pouvoir à Kiev en « gouvernement par intérim » respectable. Les néo-nazis deviennent de simples « nationalistes ». Les « nouvelles » provenant de la junte de Kiev voient à la suppression de toute mention d'un coup d'État fomenté par les États-Unis et du nettoyage ethnique systématique, par la junte, de la population russophone dans l'est de l'Ukraine. Que cela se produise dans la zone frontalière par où les nazis d'hier ont envahi la Russie, causant quelque 22 millions de morts, n'a aucune importance. On n'en a que pour une « invasion » russe de l'Ukraine qui semble difficile à prouver outre les images satellites familières qui évoquent la présentation fictive de Colin Powell aux Nations Unies, « prouvant » que Saddam Hussein disposait d'armes de destruction massive. À ce sujet, un groupe formé d'anciens membres des services du renseignement étatsuniens (le *Veteran Intelligence Professionals for Sanity*) a écrit à la chancelière allemande Angela Merkel pour lui dire ceci : « Vous devez savoir que les accusations « d'invasion » russe majeure en Ukraine ne reposent sur aucun renseignement fiable. Le « renseignement » semble plutôt être du même ordre que les manœuvres politiques douteuses utilisées il y a 12 ans pour « justifier » l'attaque menée par les États-Unis contre l'Irak. »

Le mot d'ordre est de « contrôler le message ». Dans son œuvre phare, *Culture et impérialisme*, Edward Saïd était plus explicite : ***le rouleau compresseur médiatique occidental est maintenant capable de pénétrer profondément dans la conscience de la majeure partie de l'humanité, forte d'une « installation » aussi influente que les forces navales impériales du XIXe siècle. Autrement dit, nous en sommes réduits à du journalisme de la canonniers, ou encore à une guerre livrée par les médias.***

Pourtant, la population n'est pas dénuée d'esprit critique et la propagande se heurte à de la résistance. C'est qu'une deuxième superpuissance voit le jour, la puissance de l'opinion publique, alimentée par Internet et les médias sociaux.

La fausse réalité créée par les fausses nouvelles colportées par les gardiens des médias pourrait empêcher certains d'entre nous de savoir ce que fait cette superpuissance d'un pays à l'autre, du continent américain à l'Europe, en passant par l'Asie et l'Afrique. Nous assistons à une insurrection morale, comme en témoignent les dénonciateurs que sont Edward Snowden, Chelsea Manning et Julian Assange. La question qui demeure est la suivante : Allons-nous briser le silence pendant qu'il est encore temps ?

Lors de mon dernier séjour à Gaza, au moment où je regagnais le poste de contrôle israélien, j'ai aperçu deux drapeaux palestiniens à travers les barbelés. Des enfants avaient fabriqué des mâts à partir de bâtons liés ensemble et avaient grimpé sur un mur pour mieux brandir leurs drapeaux.

On m'a dit que les enfants font cela quand des étrangers sont autour, parce qu'ils veulent montrer au monde qu'ils sont là, vivants, braves, invaincus.

John Pilger